

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE – 08/02/2024

### RÉACTION DU MOUVEMENT ABOLITIONNISTE INTERNATIONAL À LA SUITE DES PROPOS DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



22 Octobre 2015. Prison Centrale Goma, RDC. © Ben Houdijk / Shutterstock

**MISE À JOUR du 12 février 2024 :** Le 9 février 2024, lors du Conseil des ministres, la ministre d'Etat, ministre de la Justice, a présenté une note d'information concernant la levée du moratoire et demandé au gouvernement de prendre acte de la requête du Conseil supérieur de défense. Les organisations signataires déplorent cette nouvelle étape appuyant cette annonce.

Dans un communiqué diffusé le 05 février 2024 à l'édition de 20 heures du journal de la télévision nationale (RTNC), le Conseil supérieur de la défense a demandé au commandant suprême des FARDC et au Président de la République démocratique du Congo de lever le moratoire sur les exécutions des condamnés à mort en vigueur depuis 2003 en particulier ceux accusés de trahison au front.

Les organisations signataires de ce communiqué ont suivi avec stupeur et consternation cette demande lue par monsieur le vice-Premier ministre, ministre de la Défense nationale de la République démocratique du Congo (RDC). Elles dénoncent les conséquences dramatiques d'une reprise des exécutions, dans l'hypothèse où cette proposition venait à être appliquée.

Les organisations signataires rappellent que l'application de la peine de mort n'aura aucun effet sur le terrain en dehors de nourrir des idées fausses et dangereuses selon lesquelles la peine de mort pourrait contribuer à mettre fin à la guerre et aux atrocités à l'Est de la RDC.

La justice ainsi que le rétablissement de l'Etat de droit sont des piliers essentiels pour lutter contre les cas d'impunité. La reprise des exécutions des condamnés à mort marquerait un retour en arrière des plus regrettables au regard des efforts positifs réalisés par les autorités congolaises en vue de l'abolition de la peine de mort depuis l'instauration du moratoire en 2003.

Aujourd'hui, plus de 800 personnes condamnées à mort sont détenues dans les prisons de RDC. En 2022, les tribunaux ont prononcé plus de 163 condamnations à mort. La même année, le pays a voté pour la première fois contre la résolution des Nations unies pour un moratoire universel sur les exécutions.

La lutte contre l'impunité face aux différents épisodes d'instabilité à l'Est demeure le principal argument des autorités. Le Président de la République vient d'être réélu pour un second mandat alors que le pays est en proie à une forte insécurité et instabilité. Nous, les signataires, appelons à la non-instrumentalisation de la peine de mort par des exécutions destinées à instaurer un climat répressif dans ce nouveau mandat.

Ce retour en arrière viendrait également en contradiction avec la tendance actuelle que connaît le continent africain. En 2023, 27 Etats africains avaient aboli la peine de mort en droit. En Afrique centrale, seuls le Cameroun et la RDC n'ont pas encore franchi ce cap.

Les organisations signataires en appellent à la sagesse du Magistrat Suprême et Président de la République qui a fait de la restauration de l'Etat de droit son cheval de bataille avec comme corollaires le respect des droits de l'Homme, dont le premier est le droit à la vie, et la lutte contre l'impunité pour trouver une solution au dysfonctionnement de l'appareil judiciaire.

### **Liste des organisations signataires**

Abdorrahman Boroumand Center for Human Rights in Iran

ACAT Allemagne

ACAT Belgique

Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT) Burundi

ACAT Cameroun

ACAT Canada

Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture - Congo

ACAT Espagne-Catalogne

ACAT - France

ACAT Liberia

ACAT Luxembourg

ACAT Madagascar

ACAT République démocratique du Congo

ACAT Suisse

Action des chrétiens pour le développement pour les droits de l'homme-RDC (ACDDHO-RDC)

Action Des Femmes Pour La Protection Et La Défense des Vulnérables (AFPDV), RDC

Action pour la justice, la paix et le développement (AJPD), RDC

Action mondiale des parlementaires (PGA)

AFIA MAMA, RDC

Agir ensemble pour les droits humains (AEDH), France

AJC Bomoko, RDC

Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain- ADHRB

Anti-Death Penalty Asia Network (ADPAN), Malaysia

Association africaine pour la défense des droits de l'homme (ASADHO), RDC

Association marocaine des droits humains, Maroc

Association mauritanienne des droits de l'Homme (AMDH), Mauritanie

Avocats sans frontières - France

Barreau de Paris, France

Barreau des avocats de Porto Rico

Capital Punishment Justice Project (CPJP), Australia

Centre d'Autopromotion de la Femme et de l'Enfant (CAFEN), RDC

Centre d'éducation et de recherche pour les droits des femmes (CRDF), RDC

Centre d'Observation des Droits de l'Homme et d'Assistance Sociale (CODHAS), RDC

Children Education Society (CHESO), Tanzanie

Coalition allemande pour l'abolition de la peine de mort, Allemagne

Coalition camerounaise contre la peine de mort

Coalition congolaise contre la peine de mort (CCPM-RDC)

Coalition congolaise contre la peine de mort, Congo

Centre pour les droits des prisonniers (CPR), Japon

Centre pour les droits civils et politiques (CCPR), Suisse

Coalition marocaine contre la peine de mort, Maroc

Coalition tunisienne contre la peine de mort, Tunisie

Collectif des organisations des jeunes solidaires RDC-COJKESI

Collectif français « Libérons Mumia ! », France

Conseil national des barreaux, France

Commission International des Juristes

Culture pour la paix et la Justice (CPJ asbl), RDC

Droits et Paix, Cameroun

Eleos Justice, Monash University, Australia

Ensemble contre la peine de mort (ECPM), France

Fédération internationale des ACAT (FIACAT), France

Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), France

Fondation FAYETE, RDC

Fondation TALEMBA, RDC

Forum marocain pour la vérité et la justice, Maroc

Foundation for Human Rights Initiative (FHRI), Ouganda

Groupe Lotus, RDC

Hope Behind Bars Africa, Nigeria

Iran Human Rights (IHRNGO)

Institut pour l'État de droit de l'UIA (UIA-IROL)

Justice Project Pakistan (JPP)

Kenya Human Rights Commission  
Kurdistan Human Rights Association  
Kurdistan without Genocide  
Legal Awareness Watch Pakistan  
Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADDH), Algérie  
Ligue pour la promotion et protection des droits de l'enfant (LIPRODEF), RDC  
La Ligue des Electeurs, RDC  
La Plateforme des Activistes des Droits de l'Homme de Likasi (PADHOLIK), RDC  
L'observatoire Marocain des prisons (OMP), Maroc  
Ligue des droits de l'Homme (LDH), France  
Mouvement Alerte, RDC  
Pax Christi Uvira asbl, RDC  
Prisoners' Future Foundation (PFF), Zambia  
Réseau des Associations de Défense des Droit de l'Homme et des Militants  
Abolitionniste de la Peine de mort (RADHOMA), RDC  
Réseau des avocats camerounais contre la peine de mort (RACOPEM), Cameroun  
Réseau des Avocats Contre la Peine de Mort (RACPM), RDC  
Réseau des entrepreneur(es) contre la peine de mort (RECPM), Maroc  
Rescue Alternatives Liberia  
Solidarité Internationale LGBTQI, France  
Synergies Coopération, France  
The Advocates for Human rights, USA  
Tournons La Page, France  
Union Chrétienne pour le progrès et la défense des droits de l'homme- UCPDHO,  
RDC  
Witness to Innocence, USA